

## UN ECONOMISTE INSTITUTIONNALISTE FACE AU DEVELOPPEMENT RURAL EN AFRIQUE

par Philippe COUTY et Etienne LANDAIS<sup>1</sup>

Ce texte a été inspiré par la lecture d'un ensemble de documents relatifs aux problèmes de développement rural en Afrique au Sud du Sahara. Parmi ces documents figurent notamment plusieurs articles ou rapports dus à Carl K. EICHER, Professeur à l'Université d'Etat du Michigan (East Lansing). Les auteurs remercient Jean-Philippe COLIN, économiste de l'ORSTOM, qui leur a communiqué des informations et des documents extrêmement utiles, ainsi que Catherine LAURENT, économiste de l'INRA-SAD, qui leur a permis d'améliorer ce texte.

\* \* \*

A la différence des néo-classiques, qui cherchent à modéliser le comportement des agents économiques dans un univers débarrassé de toute référence aux structures sociales, les institutionnalistes situent ce comportement dans un environnement dont les caractéristiques historiques, sociales et culturelles sont soigneusement prises en compte. Cette tendance est apparue aux Etats-Unis vers la fin du siècle dernier, avec deux personnages aussi considérables que non-conformistes.

Le premier est Thorstein VEBLEN (1857-1929), né dans une famille d'immigrants norvégiens et élevé en milieu rural. Cet universitaire écrivit ses meilleurs livres dans la cave d'un collègue et termina sa vie dans une hutte, en forêt. Le sociologue C. Wright MILLS écrit que, dans toute l'histoire académique américaine, on ne trouve pas d'échec professionnel aussi total que celui de cet

---

<sup>1</sup> Ph. COUTY est économiste à l'ORSTOM.  
E. LANDAIS est vétérinaire à l'INRA - SAD (Institut national de la recherche agronomique - Systèmes agraires et développement)

artiste satirique qui sut, par la férocité de son style, faire voler en éclats les perceptions routinières de son temps. VEBLEN fut un critique radical ("The best critic of America that America has produced", selon MILLS), un pessimiste, un rebelle imaginaire et inclassable proche des Wobblies (Industrial Workers of the World), ce mouvement syndical qui fit trembler le capitalisme sauvage aux Etats-Unis vers 1905. VEBLEN se comporta peut-être, en effet, comme un Wobbly intellectuel, mais l'Université n'avait que faire de révoltés de son espèce et c'est en tant qu'écrivain, tout simplement, que l'encombrant iconoclaste connaît aujourd'hui un succès persistant. Son livre le plus lu s'intitule "La théorie de la classe oisive" (1899).

John R. COMMONS (1862-1945) ne fut pas sans éprouver, lui aussi, quelques difficultés dans ses relations avec l'Université. Celle-ci n'appréciait guère son intérêt pour les projets de réforme municipale, les techniques de gouvernement local et les procédés d'enseignement novateurs. Profondément réformiste et partisan d'une attitude conciliatrice à l'égard de la théorie néo-classique, COMMONS est surtout connu pour avoir sincèrement tenté d'intégrer ses expériences personnelles, celle d'ouvrier imprimeur par exemple, dans la science économique théorique. Il a élaboré, entre autres, le concept de transaction, qui dépasse le niveau de l'échange individuel pour inclure la référence au système judiciaire, au statut des partenaires, aux règles fiscales.

Qu'elle se rattache à VEBLEN ou à COMMONS, la tradition institutionnaliste américaine, par sa vision substantiviste et holiste de l'économie, peut sembler assez voisine de celle dont se réclament certains chercheurs français ou francophones en sciences sociales, en particulier les économistes ou socio-économistes ruraux, ainsi que les anthropologues économistes. COLIN (1989) suggère qu'il y aurait donc avantage à développer des relations entre approches institutionnalistes et approches francophones, ne serait-ce que pour modérer la pression de l'orthodoxie économique libérale au plan international. Nous partageons ce point de vue, et c'est pourquoi nous nous félicitons du dialogue que le CIRAD<sup>2</sup> a choisi de nouer, en 1989, avec un éminent représentant du courant institutionnaliste américain, Carl K. EICHER, professeur à l'Université

---

<sup>2</sup> CIRAD : Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement.

d'Etat du Michigan (MSU). Cette prise de position préalable nous met plus à l'aise pour présenter les observations qui vont suivre. La première concerne un point de philosophie économique générale qui paraît inspirer certaines analyses d'EICHER. La seconde, d'ordre méthodologique, porte sur les rapports entre analyse de filière et approches horizontales. La troisième, qui découle directement de la précédente, a trait à la place faite à l'élevage dans les propositions d'EICHER.

## I - SUR CERTAINES CONCEPTIONS ECONOMIQUES D'EICHER

Certaines expressions, employées de façon insistante par EICHER dans des écrits récents, reflètent une conception à notre avis discutable du processus de développement.

Par exemple, dans une communication au 7ème Congrès Mondial de Sociologie Rurale, à Bologne (EICHER, 1988<sub>a</sub>), il est dit que l'Afrique éprouve des difficultés à résoudre ses problèmes alimentaires à cause de son instabilité politique et de son manque de maturité scientifique et institutionnelle. Idée banale à première vue, mais qui s'accompagne d'une référence à la notion d'étapes (stages) sur la voie de l'évolution institutionnelle, scientifique, économique. Cela n'est pas sans rappeler le titre d'un livre de ROSTOW complètement discrédité aujourd'hui : *The Stages of Economic Growth* (les étapes de la croissance économique)<sup>3</sup>. Plus gênante encore, l'allusion au retard africain : "L'Afrique a des générations de retard sur l'Asie en ce qui concerne la planification, la conception et la réalisation des systèmes d'irrigation" (p. 6).

On trouve des formulations tout aussi explicites et embarrassantes dans un texte présenté au séminaire ISNAR<sup>4</sup> de Feldafing, Allemagne, en septembre 1988 :

---

<sup>3</sup> Ce livre, qui fit époque, date de 1960. ROSTOW reprinted le concept d'étapes de la croissance économique dans un deuxième ouvrage, *The Process of Economic Growth*, New York, Norton Library, 1962 (particulièrement chapitre XIII).

<sup>4</sup> International Service for National Agricultural Research.

"De nombreux pays africains ont plusieurs générations, quelquefois plusieurs siècles de retard sur les pays d'Asie et d'Amérique Latine, en ce qui concerne les capacités humaines et la maturité politique et institutionnelle... Les stratégies actuelles de création institutionnelle et les approches relatives au crédit qui se révèlent efficaces en Asie et en Amérique Latine devront être fortement modifiées pour s'adapter au stade antérieur de développement de nombreux pays africains. En outre, à cause des différences de développement entre pays africains, les approches utilisées pour créer des institutions dans des pays à revenu moyen tels que le Zimbabwe et le Cameroun échoueront probablement en Guinée, au Tchad, au Burundi, en Somalie, en Ouganda et en Ethiopie."

(EICHER 1988<sub>0</sub> : 38)

L'emploi réitéré de telles expressions repose sur l'hypothèse dénuée de fondement, et aujourd'hui totalement dépassée, selon laquelle l'évolution se déroulerait nécessairement selon un processus linéaire de croissance et de développement qui serait en gros identique pour tous les pays de la planète. Cette identité fondamentale, qui répondrait à une sorte de loi naturelle, permettrait de situer l'Asie et l'Afrique sur un axe unique, et de procéder à des comparaisons scientifiques en termes de retard.

Cette vision simpliste peut avoir des aspects positifs, lorsqu'elle conduit par exemple EICHER à souligner la diversité des situations africaines. Dans cet esprit, les critiques qu'il dirige contre le point de vue global et unificateur de la Banque Mondiale sont légitimes et certainement utiles.

Cependant l'évolutionnisme rudimentaire que trahissent ces formulations recèle un triple danger :

1/ Tout d'abord la référence à un hypothétique schéma unitaire de développement oblitère les analyses structurelles jamais démenties qui insistent sur l'état et les conséquences des relations actuelles entre pays inégalement développés. Aussi exaspérante qu'aient pu être l'évidente partialité et la mauvaise foi des théoriciens de la dépendance ou des relations centre-périphérie, force est de reconnaître que l'essentiel de leurs schémas n'était pas faux, même si ces schémas avaient pour effet, et parfois pour objet, d'occulter la part prise par les dynamiques locales dans le renforcement du sous-développement.

2/ C'est justement la force de ces dynamiques locales multiples qui oblige l'économiste du développement à considérer en premier lieu l'histoire

singulière de chaque pays, voire de chaque région. La référence à un schéma évolutif universel n'est pas interdite, à supposer que l'on dispose d'un modèle validé, mais elle s'opère à un tel niveau de généralité et d'abstraction qu'elle est à peu près dépourvue de toute valeur opératoire et qu'elle n'autorise que des comparaisons superficielles dénuées de tout caractère scientifique. Il en va ainsi de la notion rostovienne d'étapes sur un même sentier de croissance, qui n'est pas scientifiquement fondée. Historiens et économistes s'accordent à l'inverse aujourd'hui pour penser -très empiriquement- que les voies du progrès économique et social sont multiples.

Les situations africaines ne sauraient donc s'analyser valablement en termes de retard par rapport à l'Asie ou à quelque continent que ce soit. Elles sont le résultat d'une histoire propre, et la conséquence des rapports établis avec le reste du monde contemporain. Le continent noir est engagé sur des voies autres que celles de l'Asie. L'analyse de cette altérité fondamentale requiert un effort d'imagination dont on a trop tendance à se dispenser, l'une des esquives possibles étant justement de parler du "retard" africain et des étapes qui seraient censées scander, de façon somme toute rassurante, un processus supposé connu de développement universel.

3/ Inhérente à la notion d'étapes de développement, on trouve la notion quasi-magique de moteur permettant de franchir le moment critique du décollage (take-off). On sait que, pour ROSTOW, cette phase délicate est associée au doublement des taux d'investissement, qui dépasseraient alors 10 % du revenu national. On sait aussi, et l'on devrait s'en souvenir, que cette vision des choses n'a trouvé aucune confirmation statistique sérieuse. Plus subtil, EICHER énumère une série de cinq "premiers moteurs"<sup>5</sup>, parmi lesquels on retrouve d'ailleurs la formation du capital. Deux remarques sur ce point précis :

---

<sup>5</sup> Voici ces moteurs : environnement économique favorable, ressources humaines et connaissances de gestion, technologie nouvelle, formation de capital rural, institutions rurales. A rapprocher des quatre facteurs qui expliqueraient, selon ROHRBACH, en plus de l'accroissement du prix, le récent triplement de la quantité de maïs produite au Zimbabwe par les petits exploitants : fin de l'état de guerre, techniques améliorées, crédit rural, meilleure commercialisation. La thèse de ROHRBACH a été soutenue à la Michigan State University, où enseigne le Professeur EICHER (ROHRBACH, 1988). Voir aussi WEBER et al., 1988, p. 4.

a - Fidèle à l'idée d'un schéma universel de développement, EICHER n'hésite pas à écrire :

"Plusieurs de ces premiers moteurs sont des investissements de longue période. Aussi les gouvernements africains et les donateurs doivent-ils s'engager à long terme dans la construction du capital humain et des institutions pour les 20 ou 30 prochaines années, exactement comme l'Asie l'a fait pendant les années 50 et 60". (EICHER 1988<sub>b</sub> : 20)

L'idée est recevable, mais les derniers mots sont de trop. Aucun pays africain ne saurait être mis en demeure de refaire ce qu'a fait l'Asie, pour la bonne raison que la situation africaine et mondiale en 1990 n'est pas celle de l'Asie et du monde en 1950 ou en 1960. On éprouve un certain embarras à rappeler de telles évidences, mais le caractère pernicieux du schéma rostovien réside justement en ceci qu'il conduit, de façon insidieuse, des économistes aussi compétents et aussi bien informés qu'EICHER à énoncer des paralogismes fâcheux.

b - Enumérer une série de mesures comme celles qu'imagine EICHER, et affirmer qu'elles constituent un *policy package* (puisqu'elles sont complémentaires et qu'elles se renforcent les unes les autres), c'est tomber dans le sophisme qui consiste à présenter comme un moyen ce qui constitue en réalité un objectif.

Affirmer que le développement rural africain exige la mise au point d'institutions appropriées, de technologies nouvelles, etc., c'est fixer une série d'objectifs quasi inaccessibles, dont l'énumération a pour principal effet de souligner emphatiquement la nécessité du recours à l'expert. Une dépendance de plus pour l'Afrique et les Africains, qui ne s'en trouvent guère avancés...

## II - EICHER ET LES APPROCHES HORIZONTALES

Les approches dites "horizontales" tentent, à des échelles diverses mais, toujours dans une perspective globale ou systémique, de saisir l'ensemble structuré des activités agricoles et pastorales pratiquées en permanence par un groupe d'agents sur un espace donné. L'attitude d'EICHER vis-à-vis de ces approches, qu'il réduit d'ailleurs à la Farming Systems Research (Recherche sur

les Systèmes de Production : RSP)<sup>6</sup>, soulève, elle aussi, des objections sérieuses. Certes, EICHER prend à plusieurs reprises la précaution d'affirmer que la question est avant tout celle de l'équilibre (balance) à trouver entre RSP et recherche par produits. Toutefois cette précision n'atténue pas vraiment son hostilité de fond, à nos yeux indéfendable, à l'égard des approches horizontales. Hostilité manifeste dans le passage suivant :

Pendant la période coloniale, la recherche fortement concentrée sur une plante unique telle que le coton, les arachides, le cacao, le palmier à huile ou le maïs, a réussi à produire des technologies nouvelles adaptées aux conditions africaines. Mais de nombreux systèmes nationaux de recherche agricole, ainsi que de nombreux donateurs, ont ignoré cette expérience et dispersé leur appui à la recherche sur des produits trop nombreux, une trop grande multiplicité de projets discontinus, une zone géographique trop étendue. Pendant la dernière décennie, la priorité dans certains pays a été donnée à la recherche sur les systèmes de production (farming systems) et non à la recherche sur les produits. Mais la recherche sur les systèmes de production (RSP) connaît maintenant un certain déclin, dans la mesure où les administrateurs de la recherche africaine cherchent un meilleur équilibre entre recherche par produits et RSP. Les questions-clés concernent l'équilibre à trouver entre le nombre de chercheurs et les budgets qu'il convient d'affecter à chaque type de recherche, ainsi que la succession des opérations dans le temps. La RSP devrait être au service des équipes qui travaillent par produits. Une priorité stratégique des années 90 consiste à renforcer les équipes de recherche par produits sur un petit nombre de produits prioritaires. (EICHER 1988<sub>b</sub> : 28)

On aurait donc observé, à la suite des indépendances, une tendance à la dispersion des études : multiplication des produits étudiés et des projets de recherche, élargissement géographique des zones d'enquête. L'analyse du phénomène et de ses causes nous semble un peu courte. Il est encore plus difficile d'accepter l'idée qui est suggérée ensuite, selon laquelle l'émergence de la RSP puis sa dominance sur les approches par produits serait la manifestation tangible de cette dispersion : il s'agit d'un procès d'intention des plus sommaires,

---

<sup>6</sup> Cette réduction, à nos yeux très contestable, va de pair avec une méconnaissance totale des approches développées par les chercheurs français et francophones. Elle n'est pas neutre, dans la mesure où EICHER a été confronté, au moins au Sénégal, avec ces approches, mais ne s'y est jamais intéressé, se contentant, pour les critiquer, de l'amalgamer avec la RSP. L'équipe de chercheurs du MSU qui participaient au projet sénégalais (E. CRAWFORD, J. BINGEN, J. POSNER, M. NEWMAN notamment), étaient pour leur part très conscients des différences entre ces démarches, qui ont alimenté maints débats scientifiques à l'ISRA (Institut Sénégalais de Recherches Agricoles). Le projet défendu par J. FAYE, Directeur du Département "Systèmes" de cet Institut, consistait d'ailleurs en partie à réaliser une synthèse entre les approches francophones et anglo-saxonnes (FAYE et al., 1986).

instruit par un procureur d'une évidente partialité, comme on en a connu d'autres, provenant notamment du milieu des agronomes classiques. En toute hypothèse, la RSP ne doit occuper, selon EICHER, qu'une position secondaire et subordonnée, mais il s'agit là d'un parti pris plutôt que d'une conviction scientifique bien étayée.

L'affirmation selon laquelle la RSP serait sur le déclin tient probablement en partie de l'auto-persuasion, même si EICHER a personnellement contribué, au Zimbabwe comme au Sénégal, à limiter l'extension d'approches horizontales dont le développement lui semblait exagéré. En réalité, il semble aujourd'hui bien difficile d'établir un bilan. Certaines équipes ayant adopté ce type d'approche connaissent effectivement des difficultés, tandis que beaucoup d'instituts de recherche nationaux, régionaux ou internationaux continuent à développer des volets de recherche inspirés de la démarche systémique.

En tout état de cause, il nous semble étrange de plaider pour un équilibre entre recherche par produits et RSP et d'annoncer ou d'exiger en même temps l'éviction de la RSP. Plutôt que de déformer d'emblée l'équilibre réclamé en postulant l'amointrissement d'une de ses composantes, ne conviendrait-il pas de rechercher les voies originales d'une coexistence fondée sur la complémentarité entre les deux types d'approche ?

Deux préalables nous semblent nécessaires pour progresser dans cette direction. Le premier consiste à approfondir la réflexion sur la RSP, le second à élargir cette réflexion sur les approches horizontales, en ne perdant pas de vue leur origine, qui se situe précisément dans les multiples constats d'échecs des projets de développement qui reposaient sur le transfert d'innovations mises au point en station par la recherche par produits. En effet, qu'avait-on fait d'autre que des recherches par produits durant tant d'années ? Pourquoi ce qui a été efficace ailleurs ne l'est-il pas en Afrique ?

Divers rapports de l'IFPRI<sup>7</sup>, de l'Université de Michigan elle-même, ainsi que le rapport d'ANDERSON sur les Centres de Recherche Agricole

---

<sup>7</sup> IFPRI : International Food Policy Research Institute (Washington).



Internationale (1985) fournissent, semble-t-il, des éléments de réponse plus pertinents que ceux d'EICHER.

Ceci étant, quelles sont les principales caractéristiques de la RSP ? L'un de ses meilleurs connaisseurs (BAKER 1988 : 9) en énumère deux :

- le recours à une conceptualisation et à une terminologie systémiques, c'est-à-dire la volonté de pratiquer une approche holiste, aussi bien pour l'étude des institutions agricoles et des systèmes d'appui (support systems) que pour celle des exploitations ;

- le choix d'une stratégie du changement technique partant de la base (bottom-up strategy of technological change).

Plus concrètement, BAKER justifie l'approche holiste, ou systémique, en montrant que les agriculteurs résistent aux propositions de changement qu'ils jugent incompatibles avec leur environnement technique, économique, social et politique. La probabilité d'adoption de pratiques censées augmenter la productivité des facteurs s'accroît si les technologies fournies par la recherche et propagées par la vulgarisation, ainsi que les politiques fixées par les planificateurs, sont compatibles avec les objectifs et l'environnement des agriculteurs. Le recours à la pensée et aux procédures systémiques favorise l'émergence de cette compatibilité (BAKER 1988 : 11).

L'assimilation de la RSP à une simple dispersion de l'apport de recherche est donc hors de propos. Il est légitime, en revanche, de considérer que la RSP est trop restrictive dans la mesure où elle s'oriente avant tout vers les activités de production. Dès lors, il peut y avoir lieu d'élargir l'approche RSP pour analyser l'ensemble du "sub-sectoral food system" -expression qu'on peut traduire par "filiale alimentaire"- qui englobe l'ensemble des activités de production, de commercialisation, de stockage et de transport (BAKER 1988 : 21 ; SCHAFFER, 1980). C'est la thèse qu'EICHER fait sienne, semble-t-il, dans un texte de 1986, et il importe de distinguer soigneusement cette position de celle qui consiste, dans d'autres documents et devant d'autres instances, à affirmer la nécessité de la primauté des recherches par produits.

En somme, bien que les formulations d'EICHER ne soient pas dépourvues d'ambiguïté, il semble acquis que, pour lui, le principal défi posé à

L'Afrique contemporaine est celui de la sécurité alimentaire. Pour y faire face, il faut prendre en considération les systèmes alimentaires. Ceci exige l'abandon des perspectives trop exclusivement micro-économiques et, par conséquent, d'une RSP tournée d'abord vers le fonctionnement des exploitations. La bonne recherche, dans le domaine considéré, portera sur les problèmes macro-économiques ou sectoriels, sur le commerce international, sur les réserves et le commerce céréaliers, autant que sur les stratégies alimentaires des ménages et les techniques ou pratiques des producteurs agricoles (EICHER, 1982 et 1986 ; EICHER et STAATZ, 1985 ; TIMMER, FALCÓN et PEARSON, 1983). On perd beaucoup d'occasions d'améliorer le fonctionnement des systèmes d'exploitation agricole en traitant certains déterminants macro-économiques ou sectoriels comme des paramètres et non comme des variables (NORMAN et BAKER, 1984).

C'est ce sens, parfaitement acceptable, qu'on voudrait pouvoir donner aux prises de position d'EICHER sur la RSP et sur les approches horizontales en général<sup>8</sup>. Il n'est pas certain, cependant, qu'une telle interprétation soit compatible avec un texte comme celui que nous avons cité plus haut, qui affirme presque brutalement la nécessité du retour aux recherches par produits. En outre, le jugement critique porté sur la RSP ou sur les monographies de villages ne saurait être étendu à l'ensemble des approches horizontales, et notamment à celles préconisées par la recherche francophone.

L'une des spécificités les plus marquantes de ces approches réside en effet dans la reconnaissance des rapports complexes qui se nouent localement entre une société et un territoire spécifié, et conditionnent le fonctionnement et

---

<sup>8</sup> Le diagnostic suivant, entre autres, nous semble relativement juste : "Actuellement la majorité des chercheurs de Sciences Sociales donnent la priorité aux monographies de villages, à la recherche sur le transfert de technologie et sur les systèmes de production. La plupart de ces études micro sont exécutées dans un splendide isolement à l'égard des macro-économistes qui s'intéressent à la manipulation des taux de change, à l'ajustement structurel, à l'ajustement structurel à visagé humain. L'ensemble des chercheurs micro et macro n'investissent pas assez dans la recherche sur les capacités humaines, les institutions, les coûts récurrents et l'auto-entretien des processus... La question des barrières institutionnelles s'opposant au doublement de la production alimentaire en Afrique constitue l'un des sujets les plus négligés par les responsables de politiques et par les chercheurs". (EICHER 1988<sub>a</sub> : 26-27).

l'évolution des systèmes agraires. On se situe là à l'échelle pertinente pour aborder efficacement l'articulation micro-macro évoquée à juste titre par EICHER, en dépassant l'individualisme méthodologique qui caractérise l'approche RSP trop exclusivement centrée sur l'exploitation<sup>9</sup> saisie hors du contexte social, économique et culturel qui l'influence si profondément. Il est clair que ce type d'approche doit se croiser avec les approches verticales, par produits. Le diagnostic des situations locales relève des approches horizontales, qui identifient les contraintes, précisent les besoins, et peuvent déboucher directement sur des propositions d'amélioration relevant du domaine de la gestion des ressources et des techniques disponibles. Les approches verticales, quant à elles, sont à l'origine des innovations techniques majeures, dont les conditions d'adaptation et d'adoption par les agriculteurs -problème central peu ou pas envisagé par EICHER- relèvent à nouveau des démarches horizontales.

Si l'on a pu effectivement s'inquiéter de la faible productivité des recherches systémiques et des flottements scientifiques de certaines équipes pluridisciplinaires confrontées à une problématique aussi difficile que nouvelle, il semble que l'évolution actuelle soit à cet égard plutôt rassurante. Le développement des approches horizontales dans les pays développés eux-mêmes, y compris aux Etats-Unis, en témoigne. Ce développement favorise d'ailleurs grandement l'évolution théorique et méthodologique en cours.

### III - EICHER ET L'ELEVAGE

Le problème sera traité rapidement : le secteur de l'élevage est presque totalement absent du discours d'EICHER, y compris lorsqu'il traite de la zone sahélienne. Toutes les études sérieuses démontrent pourtant que les activités pastorales dégagent des revenus importants, fréquemment supérieurs à ceux qui proviennent des cultures, le phénomène étant observé jusqu'en zone soudano-sahélienne (STOMAL-WEIGEL 1988 p 30).

---

<sup>9</sup> On connaît par ailleurs les difficultés que présente cette notion "d'exploitation agricole" en Afrique (GASTELLU, 1979 ; BENOIT-CATIN et FAYE, 1982).

On est d'autant plus surpris par cette lacune que, dans l'excellent article publié en 1982 dans *Foreign Affairs*, EICHER avait reconnu sans circonlocutions le caractère hasardeux et techniquement insuffisant de trop nombreux projets d'élevage en Afrique. A notre avis, cet "oubli" de l'élevage s'explique en partie par sa méconnaissance des interactions systémiques à l'oeuvre en milieu rural, et plus fondamentalement par son indifférence pour les approches horizontales. Il se trouve, en effet, que l'élevage représente un domaine tout à fait privilégié pour ce type d'approches, en raison des multiples implications de l'animal dans les processus économiques (le bétail représente souvent à la fois un bien de production et un capital de réserve ; il équilibre la trésorerie des exploitants, constitue le support de l'épargne, et sécurise les systèmes de production), dans les phénomènes sociaux (le bétail est par exemple profondément impliqué dans les échanges matrimoniaux) et dans les représentations culturelles et religieuses (LANDAIS, 1985<sub>a</sub> et 1985<sub>b</sub>).

Au Sénégal, quand il se trouvait confronté à des questions précises concernant les recherches sur l'élevage, Eicher marquait une gêne évidente et ne donnait pas de réponse. L'impression prévalait alors que sa vision du développement technique était profondément influencée par le modèle à la fois très important et très partiel de l'introduction de variétés végétales améliorées.

Le seul membre de l'équipe d'EICHER qui se soit sérieusement penché sur les problèmes de l'élevage est John M. STAATZ, qui a réalisé un travail tout à fait conséquent sur le commerce du bétail et de la viande en Côte d'Ivoire. A la suite de cette étude, STAATZ semblait convaincu de l'intérêt des approches horizontales, et de leur complémentarité avec les études macro-économiques et sectorielles qu'il développait.

## CONCLUSION

Répetons qu'il n'est pas question de nier l'intérêt et la portée de beaucoup des idées défendues par EICHER. Encore convenait-il de faire voir qu'une adhésion trop aveugle et trop unanime à ses thèses, au demeurant partiellement contradictoires, marquerait un certain recul par rapport aux acquis des recherches et des réflexions récentes. Assurément, la prise en compte du

secteur agricole (notamment vivrier) doit englober la totalité de ce secteur, y compris ses aspects institutionnels ; mais ce projet n'implique nullement l'élimination, ni même l'affaiblissement des approches horizontales au profit de la recherche par produits. Malgré leurs hésitations, ces approches horizontales apparaissent bien aujourd'hui comme les seules propres à saisir la complexité des relations mises en jeu dans le processus de développement, notamment au niveau - essentiel en Afrique- des liaisons entre agriculture et élevage.

En outre, la référence macro-économique et le raccord avec la longue période ne peuvent se réduire, surtout de façon détournée, à la réanimation de schémas aussi artificiels et aussi controuvés que le schéma rostovien. Le manque d'intérêt marqué par EICHER vis-à-vis des exigences d'un diagnostic bien conduit des situations locales nous semble découler en partie de l'adhésion à ce schéma simpliste : si le développement se déroule selon un processus linéaire, universel, et bien balisé, pourquoi serait-il donc nécessaire d'investir sur la singularité et la spécificité des situations locales, de prêter attention aux réalités agraires et aux dynamiques sociales ?

En vérité, les choses ne sont pas si simples. Un effort d'invention intellectuelle collective de vaste envergure est encore indispensable pour construire le cadre micro et macro-économique, logique et institutionnel, dans lequel prendront place, pour une plus grande efficacité, les recherches et les actions de développement de l'avenir.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON J., 1985 : International Agricultural Research Centers : achievements and potential.  
4 parties, 19 chap., pagination par chapitre, multigr. (31/08/85).
- BAKER D.C., 1988 : African Farm Management Research in the post-FSR era. Learning from the past.  
Kansas State Univ. 53 p. multigr.
- BENOIT-CATTIN M. et FAYE J., 1982 : L'exploitation agricole familiale en Afrique soudano-sahélienne.  
Paris, PUF, 180 p.
- COLIN J. Ph., 1989 : Regard sur l'institutionnalisme américain.  
11 p. multigr. (à paraître dans les *Cahiers des Sc. Hum., ORSTOM*).
- COUTY Ph. , 1987 : La production agricole en Afrique Sub-Saharienne : manières de voir et façons d'agir.  
*Cahiers ORSTOM, Ser. Sc. Hum.* Vol. 23, pp. 377-391.
- DELGADO Ch.L. et MELLOR J.W., 1984 : A structural view of policy issues in African agricultural development.  
*American Journal of Agric. Economics*, vol.66, n° 55, pp. 665-670.
- EICHER C.K., 1982 : Facing up to Africa's Food Crisis.  
Foreign Affairs (Fall), pp. 151-174  
(Article analysé dans le *Bulletin Bibliographique de l'INSEE-Coopération* par Ph. COUTY, n° 6, 1984).
- 1986 : Food Security Research Priorities in Sub-Saharan Africa.  
Communication au Symposium International sur la sécheresse OUA/STRC/SAFGRA ; Kenyatta International Center, Nairobi, Kenya, mai 1986.
- 1988<sub>a</sub> : Food Security Battles in Sub-Saharan Africa.  
Communication au 7ème Congrès Mondial de Sociologie Rurale, Bologne, 26 juin-2 juillet 1988, 42 p. multigr.
- 1988<sub>b</sub> : Sustainable Institutions for African Agricultural Development.  
Communication au Séminaire ISNAR/CTE/DSE sur "The changing dynamics of global Africa : Research Policy Implications for National Agricultural Research Systems", Feldafing, RFA, 22 au 28 septembre 1988 (texte révisé le 1er décembre 1988), 51 p. multigr.

- EICHER C.K. et BAKER D.C., 1982 : Research on Agricultural Development in Sub-Saharan Africa : a critical survey.  
MSU International Development Paper n° 1, East Lansing, Michigan State Univ., 335 p.
- EICHER C.K. et STAATZ J.M., 1986 : Food Security Policy in Sub-Saharan Africa, *in* Agriculture in a Turbulent World Economy, Allen Maunder & Ulf Renborg ed., pp. 215-229, Brookfield, Vt., Gower.
- FAYE J., BINGEN J. et LANDAIS E., 1986 : Conception et mise en oeuvre de recherches pluridisciplinaires sur les systèmes de production au sein d'un Institut de recherche : l'expérience de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles.  
Communication à la IVème session du Réseau Ouest-Africain de Recherche sur les Systèmes de production, Dakar, 11-14 mars 1986.
- GASTELLU J.M., 1980 : Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ?  
*Cahiers ORSTOM, série Sc. Hum.*, vol XVII, n° 1-2, 1980 : 3-11.
- LANDAIS E. - 1985<sup>a</sup> : Population, élevage bovin et agriculture : aspects de l'évolution récente de l'occupation et de la gestion de l'espace rural dans les systèmes agro-pastoraux du nord de la Côte d'Ivoire.  
*Cah. Rech. Dev.* 7 : 1-10.
- 1985<sup>b</sup> : Complémentarités économiques entre agriculture et élevage dans les agro-systèmes villageois du nord de la Côte d'Ivoire : formation des revenus, épargne et capitalisation.  
*Cah. Rech. Dev.* 7 : 16-20.
- NORMAN D. et BAKER D., 1984 : Components of Farming Systems Research : FSR credibility and experiences in Botswana.  
Communication à la Conférence sur Intra-household processes and FSR, Bellagio, Italie, mars 1984.
- ROHRBACH D.D., 1988 : The growth of smallholder maize production in Zimbabwe : causes and implications for food security.  
Thèse de Ph. D., Michigan State Univ.
- ROSTOW W.W., 1962 : The stages of economic growth.  
Cambridge University Press.
- 1962 : The process of economic growth.  
Norton Library, New York, 372 p.

SHAFFER J., 1980 : Food Systems organization and performance : toward a conceptual framework.  
*American Journal of Agricultural Economics*, 62.

STAATZ J., 1980 : L'économie de la commercialisation du bétail et de la viande en Côte d'Ivoire.  
Michigan State Univ. (USA), 536 p.

STAATZ J. et EICHER C.K., 1984 : Agricultural Development Ideas in Historical Perspective.  
*in Agricultural Development in the Third World*, EICHER & STAATZ ed., Baltimore, Johns Hopkins Univ., pp. 3-30.

STOMAL-WEIGEL B., 1988 : L'évolution récente et comparée des systèmes de production serer et wolof dans deux villages du vieux Bassin Arachidier (Sénégal).  
*Cahiers ORSTOM Ser. Sc. Hum.*, vol. 24, n° 1, pp. 17-35.

TIMMER C., FALCON W. et PEARSON S., 1983 : Food Policy Analysis.  
Baltimore, Johns Hopkins Univ.

WEBER M.T. et al., 1988 : Informing Food Security Decisions in Africa : empirical analysis and policy dialogue.  
Communication au Meeting annuel de l'American Agricultural Economist's Association (AAEA), Knoxville, Tennessee, 31 juillet au 3 août 1988, 11 p. multigr.



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES  
 DEPARTEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA COOPERATION

Division Etudes et méthodes statistiques pour le développement

S O M M A I R E

n° 65 - Mars 1991

ISSN : 0224-098-X

	<u>Pages</u>
- Editorial	3
- François ROUBAUD Proposition pour intégrer le secteur informel dans la comptabilité nationale - Concept et mesure	5
- Patrick AUGERAUD Exploitation de l'enquête secteur informel Niger 1987/1988 pour la comptabilité nationale	33
- Gustave NYONI et Marc RAFFINOT L'établissement de tableaux des opérations financières au Rwanda	63
 <i>Libres propos</i>	
- Philippe COUTY et Etienne LANDAIS Un économiste institutionnaliste face au développement rural en Afrique	75

-----  
**STATICO** : Bulletin de liaison non officiel des statisticiens et économistes exerçant leur  
 activité dans les pays du Tiers-Monde

Rédacteur en chef : Michel BLANC  
 Assistante de rédaction : Corinne BENVENISTE  
 Secrétaire de fabrication : Véronique TRIQUARD  
 Secrétariat de la revue : I.N.S.E.E.  
 Division des études et méthodes  
 statistiques pour le développement  
 18 boulevard Adolphe Pinard  
 75675 PARIS CEDEX 14

Tirage : 1 500 exemplaires

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 34 204 ex 1

Cote : B

P36

M